

Gm 37

**Sujet :** [INTERNET] Enquête Publique Arrêté n°2023-0070 du 02/10/2023 Carrière de Saint-Gingolph

**De :** > agnesdethomas (par Internet) · [REDACTED]

**Date :** 21/11/2023 à 16:44

**Pour :** <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Arrêté n°PAIC-2023-0070 du 02/10/2023

Observations de l'ADHEPE pour l'enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de roches massives et d'éboulis – Carrière de Saint-Gingolph lieu-dit « Sous Blanchard » -sise 5, rue Nationale commune de SAINT-GINGOLPH 74500 exploitée par la SAS CHB.

Les adhérents et soutiens de l'association, ADHEPE, Association pour un Développement Harmonieux de l'Est du Pays d'Evian, sont déconcertés par la demande d'autorisation d'exploitation d'une nouvelle carrière de roches massives (exploitation à l'explosif) à quelques km de la carrière des Etalins à Meillerie (exploitée à l'explosif), connaissant les nombreuses nuisances qu'engendrent ce type d'exploitation : environnementale, pollutions, risques de fracturation du massif, etc.

Nous joignons en pièce jointe le développement de nos observations.

En vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à la lecture de nos observations, recevez, Madame la Commissaire Enquêtrice, nos salutations les meilleures.

Agnès Deroudilhe

Présidente de l'ADHEPE

— Pièces jointes : —

Enquête Publique Carrière Saint-Gingolph.pdf

1,1 Mo

**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

**Ouverture et organisation d'une enquête publique  
concernant la demande d'autorisation environnementale  
pour l'exploitation d'une carrière de roches massives et d'éboulis  
– Carrière de Saint-Gingolph lieu-dit « Sous Blanchard » - sis 5 Rue Nationale  
commune de Saint-Gingolph et exploitée par SAS CHB**

**Arrêté n° PAIC-2023-0070 du 02/10/2023**

**Enquête publique  
du lundi 23 octobre au mercredi 22 novembre 2023  
en Mairie de Saint-Gingolph**

**Observations de l'Association pour un Développement  
Harmonieux de l'Est du Pays d'Evian, ADHEPE**

*A l'attention de Madame Claire PATOUIS, commissaire enquêtrice*

*Observations déposées le mercredi 22 novembre 2023*

Selon ses statuts, l'association ADHEPE s'est donnée comme objectif entre autres:

-But à caractère environnemental : lutter contre toutes les sortes de pollutions et de nuisances pour sauvegarder l'environnement sur le canton d'Evian-les-Bains en particulier à Meillerie où l'association a son siège ainsi que pour les communes du littoral : Saint-Gingolph, Lugrin, Maxilly, Neuvecelle, Evian-Les-Bains.

-But à caractère sécuritaire et d'aménagement : apporter des solutions aux problèmes d'insécurité en particulier sur la route D 1005 qui longe le lac Léman à l'Est d'Evian-les-Bains et redonner à cette route départementale sa véritable vocation de lien entre les village et de route touristique.

## TABLE DES MATIERES

### I – OBSERVATIONS SUR LES RISQUES GEOLOGIQUES, ATTEINTES ENVIRONNEMENTALES, SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

<b>INTRODUCTION</b>	.....page 3
-1- L'avenir du territoire à l'Est du Chablais et du lac Léman est très préoccupant.....	page 3
-2- Risques géologiques et instabilités du massif.....	page 4
-3- Risque d'écroulement de la falaise sur la RD 1005.....	page 5
-4- Travaux de protection : chutes de pierres, blocs et effondrement sur la RD 1005.....	page 5
-4- a) Impacts bruts pendant ces travaux annoncés pour une durée de 5 à 6 ans.	
-4- b) Incidence des travaux sur le réseau routier : RD 1005	
-4- c) Aucune solution pour un plan B : une voie express éloignée des berges du lac.	
-5- Nuisances multiples de l'exploitation de la carrière des Etalins à Meillerie.....	page 7
-6- La voie ferrée du TONKIN et sa réhabilitation : une illusion.....	page 7
-7- Les cyclistes – La Via-Rhône - La voie verte Saint-Gingolph / le Locum.....	page 8
En Conclusion	

### II – OBSERVATIONS JURIDIQUES ET ECONOMIQUES SUR LE PROJET.....page 9

#### Observation préalable : des obligations légales non respectées

I - Une justification économique non démontrée.....	page 10
II – Une carrière cache l'autre : une autorisation trompeuse.....	page 13

#### Pièces jointes :

Page 15 : Carrière de la Cheniaz Vue Google 12/06/2021  
 Page 16 : Lettre de Monsieur le Préfet du 04/11/2011 adressé à l'ADHEPE  
 Page 17 et 18 : Photos Poussières redescendant sur Meillerie  
 Page 19 : RD 1005 photo sortie Est de Meillerie (un dimanche)



## I – OBSERVATIONS SUR LES RISQUES GEOLOGIQUES, ATTEINTES ENVIRONNEMENTALES, SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

### INTRODUCTION

L'ouverture d'une enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale pour l'Exploitation d'une carrière de roches massives et d'éboulis situé sur la commune de Saint-Gingolph nous interpelle pour plusieurs raisons : -

- la société SAGRADRANSE qui fait cette demande exploite, (à l'explosif) déjà la carrière des Etalins à Meillerie, (roches massives), depuis 1980 et ces deux carrières se situent à 4 km de distance :
- interrogation sur le bien-fondé d'une nouvelle exploitation de roches massives sur ce territoire qui est sujet aux risques naturels et dont l'exploitation aux tirs de mines rend encore plus vulnérables les falaises exploitées.

#### -1- L'avenir du territoire à l'Est du Chablais et du Lac Léman est très préoccupant.

Le territoire, à l'Est du Lac Léman dans le Chablais Français **depuis Lugrin jusqu'à Saint-Gingolph**, est situé dans un couloir étroit entre lac et montagnes. Cette côte sauvage est jalonnée de villages et traversée par la route D 1005, unique passage entre la France et la Suisse sur le littoral qui relie le Chablais français au Chablais valaisan en Suisse.

Ce patrimoine paysager remarquable est très vulnérable aux risques naturels, il devrait retenir l'attention de tous pour être protégé et préservé, il en va de notre responsabilité.

Nous constatons depuis quelques décennies que ce patrimoine paysager se dégrade fortement, ainsi que la vie des habitants, en partie par la présence de l'exploitation de la carrière des Etalins à Meillerie (exploitée par SAGRADRANSE depuis 1980), qui participe à la destruction du paysage : soit une plaie béante qui s'agrandit de jour en jour, visible depuis le lac et depuis Thollon-les-Mémises et dont les nuisances générées par cette exploitation induit de nombreux problèmes.

L'exploitation d'une carrière n'est jamais anodine et nous pouvons comprendre aisément que ce genre d'exploitation, dont celle de roches massives, (exploitable à l'explosif) soit une source de désagréments pour l'environnement et la vie des habitants.

Mais pour limiter la destruction environnementale irréversible de ces exploitations, il serait opportun de s'assurer que le produit de ces carrières soit indispensable au secteur de proximité et soit d'un intérêt public et non privé. Qu'une telle exploitation soit soumise à des règles drastiques pour limiter les nuisances de toutes sortes et que ces règles soient respectées par l'exploitant.



## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

L'analyse des problèmes importants que cause la Carrière des Etalins à Meillerie, impose une vigilance de tous les services de l'Etat pour une acceptation ou non d'une ouverture de la carrière de Saint-Gingolph à Brêt, en vue d'une exploitation de roches massives à l'explosif, qui se situe sur l'exploitation précédente d'éboulis, exploité alors par CH Bochaton, cf. [Carrière de la Chéniaz Entreprise CHB, vue google du 21/06/2021 page 15](#)

**NON**, les nuisances de l'exploitation de la carrière des Etalins ne peuvent pas s'inscrire dans une fatalité parce qu'au XIX siècle l'industrie des pierres à Meillerie s'est développée et qu'elle a participé à sa gloire, et permis la construction des maisons et des ports tout autour du lac Léman.

### -2- RISQUES GEOLOGIQUES ET INSTABILITES DU MASSIF : falaise des anciennes carrières

Lien éventuel entre les tirs de mines et les instabilités de la falaise :

- a) PPR Service RTM de la Haute-Savoie, dans le TABLEAU DES ALEAS paragraphe 4.2, Description concernant la carrière des Etalins : chute de blocs et écroulement :  
« **D'anciens fronts de carrière sont susceptibles de produire des instabilités de gros volume, comme ce fut le cas le 12/01/1995. L'exploitation à l'explosif notamment (fin XIXème - début XXème) a probablement aggravé la fracturation du massif. Le reste des instabilités est lié et contrôlé par l'exploitation en cours** ».
- b) Pour la carrière de la Balme et la Menotte : « **Tout comme aux Etalins, les anciennes carrières laissent des massifs rocheux avec une fracturation aggravée par l'exploitation à l'explosif qui en fut faite** ». Cf. PPR de Meillerie, page 23/33.

On notera que l'exploitation à l'explosif n'a jamais cessé à la carrière des Etalins, contrairement à ce que ce document pourrait laisser supposer, alors que l'exploitation de roches massives ne peut se réaliser qu'avec des explosifs : tirs de mines.

Dans le Projet de renouvellement de la carrière des Etalins : Etude d'Impact, février 2021, on remarque que les instabilités de l'ancienne carrière de la Balme et les liens potentiels que pourraient avoir les tirs de mines sur ce massif sont plusieurs fois cités :

- c) Bureau d'Etudes CEREMA : « la présence d'une ancienne carrière nécessite également une étude spécifique pour envisager les liens potentiels entre l'exploitation de la carrière des Etalins et l'augmentation éventuelle des instabilités de cette ancienne carrière », cf. *Projet de renouvellement de la carrière, Etude d'Impact, extrait p 80/235*
- d) « Dans le cadre de la prolongation de l'activité de la carrière des Etalins, les fronts d'abatage vont se rapprocher de l'ancienne carrière de la Balme. La distance minimale est estimée à 135 mètres. Des mesures spécifiques sont à mettre en place pour respecter les seuils définis », cf. *Projet de renouvellement de la carrière. Etude d'impact, extrait p 83/235*

## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

- e) CEREMA 3.3.1 Sur les biens matériels : « Les vibrations pourraient avoir un impact sur les instabilités de la Falaise de la Balme, située au-dessus de la route D 1005. Des mesures d'encadrement des tirs sont ici aussi nécessaires ». « L'incidence de la carrière des Etalins sur la stabilité des falaises de l'ancienne carrière de la Balme et les habitations à proximité est permanente et indirecte, de niveau pouvant être considéré comme moyenne », cf. *Projet de renouvellement de la carrière, Etude d'impact, extrait p 115/235*

On peut conclure qu'une grande vigilance s'impose concernant une nouvelle autorisation d'ouverture d'exploitation de roches massives ; l'expérience prouve que les explosifs fracturent les massifs et les rendent vulnérables aux risques de chutes de blocs, de pierres et éboulement massif.

### **-3- RISQUE D'ECROULEMENT DE LA FALAISE SUR LA RD 1005 à la sortie Est de Meillerie**

A la sortie Est du bourg de Meillerie, la sécurité de la RD 1005 est très préoccupante au regard des menaces d'effondrement de la falaise, au niveau des anciennes carrières de la Balme – des rochers du Balairon – du Bois des Grandes Feuillasses, et du risque de pertes de vies humaines.

Dans ce secteur, la Route D1005 est exposée à un risque « élevé à très élevé » de chutes de pierres, de chutes de blocs rocheux et d'éboulements.

En 2011, le Préfet confirmait la menace d'effondrement de cette falaise sur la RD 1005 :  
« **Plusieurs hypothèses sont effectivement étudiées dans le cadre de la sécurisation de la RD 1005, laquelle est sujette à un risque d'écroulement de la falaise qui la surplombe** », cf. [Courrier de Monsieur le Préfet du 04/07/2011 adressé à l'ADHEPE, pièce page 16](#)

### **-4- TRAVAUX DE PROTECTION contre : chutes de pierres, blocs, effondrement sur la RD 1005**

2023 - Le bureau d'Etudes INGEROP a été mandaté pour établir un projet de travaux pour sécuriser la RD 1005 et protéger ses utilisateurs dans le secteur de la sortie Est de Meillerie, au niveau des installations de la carrière des Etalins, des anciennes carrières de la Balme, des Rochers du Balairon des Grandes Feuillasses.

#### **-4 -a) IMPACTS BRUTS pendant ces travaux annoncés pour une durée de 5 à 6 ans :**

Les chantiers sont par nature une activité bruyante : pollutions et émissions de poussières au moment du décapage des surfaces (brise roche, grignotage du rocher, minage), des terrassements, des émissions directes dues aux engins de chantier ; par temps de pluie les sorties d'engins et de camions sur la voie publique provoquent des dépôts de boue rendant la chaussée glissante : risque d'accident accru, cf. *INGEROP Pièce B 04 Page 31/66*



## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

**-4- b) INCIDENCES DES TRAVAUX SUR LE RESEAU ROUTIER : RD 1005**

- 1) Les travaux en phase de chantier vont affecter la circulation de la RD 1005 avec des perturbations plus ou moins longues des circulations sur les axes à proximité des travaux, une gêne à la circulation routière due à la circulation des engins et aux différents aires de stationnement des engins, cf. *INGEROP Pièce 04 Page 28/66*
- 2) Selon la gestion de la circulation pendant les travaux, un alternat sur la RD 1005 sera établi en fonction des 5 secteurs de travaux, ceci pendant 5 ans. Mais il est aussi possible que :
  - Un plan de circulation (non connu) plus contraignant soit décidé.
  - Le cas échéant, quand des fermetures provisoires de circulations routières s'avèreront nécessaires, un itinéraire de substitution s'imposera (contournement de 88 km !).

L'utilisation de la RD 1005, pendant cette longue période de travaux de sécurisation, sera encore plus difficile pour les utilisateurs de cette route.

**4 - c) AUCUNE SOLUTION POUR UN PLAN B : une voie express éloignée des berges du lac**

Au regard des risques importants connus depuis les années 1980, les pouvoirs publics se devaient d'apporter une réponse avec une solution ambitieuse : celle d'une voie routière express passant au-delà des falaises de Meillerie, qui fut naguère envisagée (en prolongement de l'autoroute A400 ). Projet qui a été écarté en raison de son coût et d'une prévision de fréquentation largement sous-estimée à l'époque.

Pourtant cette voie de contournement, elle seule, pourrait assurer l'alternative indispensable à la RD 1005, soumise non seulement aux risques de chutes de roches, aux travaux qu'elles nécessitent, soit en urgence soit dans le cadre d'opérations préventives (purgés de parois, réparation de filets capteurs...), mais – plus grave – au risque d'effondrement de la falaise sur la RD 1005.

**De plus, cette voie de contournement rendrait à la RD 1005 sa véritable mission,  
celle d'être un lien entre les villages et d'une route touristique.**

Et pourtant :

*Les autorités Suisses avaient projeté et budgété un contournement des Evouettes jusqu'en haut de Saint-Gingolph avec une plate-forme douanière, les pouvoirs publics français ont refusé de contribuer à ce contournement qui aurait pu se poursuivre par une voie routière express passant sous Thollon-les-Memises (tunnel ouvert) pour rejoindre le contournement de Thonon. Les Suisses ont donc abandonné leur propre projet, se résignant à contourner uniquement les Evouettes (CH) en tunnel pour revenir sur la route qui rejoint la RD 1005 à Saint-Gingolph.*

*Cette non-réalisation est une décision irresponsable laissant ce secteur français vulnérable à des risques de perte de vies humaines. Elle maintient sur la RD 1005, « route départementale »,*



## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

*une circulation transfrontalière et internationale, avec des camions de plus de 44 tonnes (dont une bonne partie uniquement pour l'exploitation des carrières).*

### 5 - NUISANCES MULTIPLES DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE DES ETALINS à Meillerie

Afin que Madame la Commissaire enquêtrice soit parfaitement informée des nuisances que génère l'exploitation de la carrière des Etalins à Meillerie exploitée par SAGRADRANSE, nous joignons à ce dossier les observations du Collectif, CPEM, déposées lors de l'enquête publique pour le renouvellement de l'exploitation de la carrière des Etalins en 2021.

Nous citerons donc brièvement quelques-unes de ces nuisances :

- La RD 1005, à la sortie Est de Meillerie, transformée en chantier à moins de 100 mètres des habitations : convoyeur, silos de stockage, zone de chargement des matériaux sur des camions et/ou des barges qui sont stationnés ou amarrés directement en bordure de cette route, cf. [Photo Sortie Est de Meillerie, RD 1005 et installations de la Carrière des Etalins, pièce page 19](#)
- Le va et vient des camions qui polluent et qui trop souvent ne respectent pas les limitations de vitesse dans les agglomérations.  
Nous remarquons aussi que plusieurs camions ne sont pas bâchés, or ceci est contraire au respect de l'Article 23 de l'Arrêté n° PAIC-2022-006 du 25 janvier 2022 : « Avant la sortie, le bâchage des camions équipés est systématique ».
- L'exploitation à l'explosif provoque de nombreuses nuisances avec les tirs de mine qui ébranlent les maisons du village, créant des fissures et autres désagréments ; le Prieuré de Meillerie inscrit au Patrimoine des Bâtiments de France n'est pas épargné.
- Information de dernière minute : une nouvelle fois, le jeudi 26 octobre 2023 à 13 h un tir de mine a ébranlé très fortement toutes les maisons principalement celles côté montagne, de la commune de Meillerie : et pour le Massif qu'en-est-il ?
- Lors des tirs de mines des nuages de poussières se rabattent sur le village et son environnement., cf. [Photos Poussières retombant sur le village, pièces pages 17 et 18](#)

### 6 – LA VOIE FERREE du TONKIN et SA REABILITATION : UNE ILLUSION

Il est tout à fait illusoire de croire, comme le soutiennent les lobbies pro-Tonkin, qu'un train « Léman Express » sur cette voie ferrée (depuis longtemps désaffectée) réduirait le passage des voitures sur la RD 1005, ceci pour plusieurs raisons ; nous en citerons que deux dans ce dossier :

- La grande majorité des travailleurs frontaliers se rendent dans les cantons de Vaud et de Fribourg, or, la ligne du Tonkin Suisse traverse le Valais jusqu'à Saint-Maurice en direction de l'Italie.

**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

- En dépit de plus de vingt années d'études et de projets successifs, aucune décision des autorités compétentes, que ce soit l'Etat, la Région, la SNCF, n'a à ce jour validé la création de cette ligne fermée au trafic voyageurs depuis 1938.

La RD 1005 restera le seul passage entre la France et la Suisse à l'Est du Léman, ainsi les pouvoirs publics en ont décidés.

**7 - LES CYCLISTES - La Via-Rhône - La voie verte Saint-Gingolph / Le Locum -**

A l'Est du Chablais on constate par ailleurs des projets locaux de mini-sections cyclable, avec des raccords en voie partagée et non aménagée en sécurité, l'ensemble étant abusivement baptisé « piste cyclable » ou « voie verte » et/ou faisant partie de la « ViaRhône ».

Pour le secteur qui nous intéresse, d'Evian-les-Bains jusqu'à Saint-Gingolph, il est impossible de matérialiser et d'aménager un espace cycliste sécurisé en raison de l'étroitesse de la route D 1005.

Il est de notoriété publique que tous les cyclistes qui s'aventurent sur ces 20 km de route se mettent en grand danger.

La municipalité de Saint-Gingolph a ouvert une voie verte-cyclable depuis la sortie Ouest de Saint-Gingolph jusqu'au Locum sur 3,5 km (voie qui se retrouve dans le périmètre de la carrière) et qui est annoncée comme faisant partie de la Via-Rhône.

Celle-ci est surtout utilisée par les promeneurs à pied. Les raccords en voie partagée sur la RD 1005 n'incitent pas les cyclistes chevronnés à utiliser cette voie verte-cyclable, sur un si court parcours et aux accès et sorties pas suffisamment sécurisés.

Mais au nom du circuit de la Via-Rhône des familles, mal informées, empruntent cette mini-voie verte pour se retrouver projetées sur la RD 1005 et sa circulation intensive.

Ainsi, dès les beaux jours, c'est avec effroi que l'on voit ces familles avec des petits enfants à vélo sur cette route D 1005 : le pire est à craindre.

**En CONCLUSION :**

De toute évidence l'ouverture éventuelle d'une deuxième carrière à exploitation de roches massives avec des explosifs, dans ce même secteur, ne peut avoir qu'un impact négatif sur tout l'environnement et fragiliser la falaise avec toutes ses conséquences négatives.

Les allées et venues des camions seraient un surcroît de circulation sur la route D 1005 ; le transport (partiel) par barges ne peut pas diminuer, de manière suffisante, le trafic des camions sur la RD 1005.



## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

L'exportation de plus de 60 % de granulats vers la Suisse n'est pas acceptable ; seuls les besoins de granulats du proche Chablais français pourraient être pris en compte.

Il est encore moins tolérable que pour combler le site, la France accepte un fort tonnage de remblais inertes en provenance de la Suisse ; le volume de ces transports de déchets sera incontrôlable.

Au vu de tous ces éléments nous espérons que l'intérêt public et écologique seront privilégiés pour le bien commun à tous.

## II – OBSERVATIONS JURIDIQUES ET ECONOMIQUES SUR LE PROJET

### Observation préalable : des obligations légales non respectées

Les sociétés CHB et Bochaton Frères avaient été autorisées à exploiter conjointement et solidairement la carrière à ciel ouvert d'éboulis et d'alluvions fluvio-glaciaires sur la commune de Saint-Gingolph, par arrêté préfectoral du 31 mai 1991 modifié, jusqu'au 22 mars 2021. Les extractions sur ce site n'étaient plus autorisées depuis le 23 septembre 2020. La remise en état du site devait être achevée pour le 23 décembre 2020.

Des visites du site ont montré que la remise en état de la zone d'extraction n'était pas faite dans le délai imparti.

Une première mise en demeure a été faite aux deux sociétés exploitantes, par le préfet le 30 mars 2021.

Les services préfectoraux ayant été informés, courant mars 2021, que des camions de la Société Bochaton Frères amenaient et sortaient des matériaux de la carrière la Chenilla, une inspection sur place a confirmé qu'une activité d'apport de matériaux inertes et d'enlèvement de matériaux extraits se poursuivait sur le site de la carrière.

A la suite de quoi, une nouvelle mise en demeure a été faite à la société Bochaton Frères, par arrêté préfectoral du 10 juin 2021.

Sans nous immiscer dans le différend opposant actuellement les deux sociétés initialement associées dans l'exploitation de la carrière de la Chenilla, nous estimons que ces violations manifestes de l'autorisation antérieure, lesquelles ont prolongé au-delà de la durée autorisée les nuisances diverses liées à cette exploitation, font douter du respect futur des prescriptions qui accompagneraient une nouvelle autorisation.



**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

Cela au regard du contexte géologique, géophysique et environnemental particulièrement sensible de l'exploitation projetée, de la proximité immédiate de la RD1005 à grande circulation internationale et de l'espace lacustre, du proche voisinage d'une autre très importante carrière à Meillerie.

**Il est ici rappelé que, en vertu du l'art. L415-4 du Code de l'environnement, « Tout exploitant de carrière qui n'a pas satisfait aux obligations de remise en état d'une carrière autorisée ou enregistrée peut se voir refuser une nouvelle autorisation ou un nouvel enregistrement ».**

Comme il sera développé plus loin, il existe une communauté d'intérêts et d'identités d'entreprises entre le pétitionnaire de la présente demande et le dernier exploitant de la carrière de la Chenilla. Pour ce premier motif, nous estimons qu'il y a donc lieu d'émettre un avis négatif à l'autorisation sollicitée.

**I – Une justification économique non démontrée**

La remise en exploitation de la carrière de Bret (Saint-Gingolph), activité inévitablement génératrice d'atteintes et nuisances environnementales, ne pourrait être envisagée qu'à condition qu'en soit démontrée la nécessité économique, élément de l'utilité publique.

Or, il n'en est rien.

***Une exploitation majoritairement destinée à l'économie suisse...***

Le pétitionnaire allègue un déficit de la production locale (Chablais et plus largement Haute-Savoie) de matériaux destinés au bâtiment et aux travaux routiers, allégation sur laquelle il convient de s'interroger.

L'Autorité environnementale a d'ailleurs, dans son avis, « *recommandé de mieux étayer le besoin de création de cette carrière, fondé sur les manques existants en Haute-Savoie, au regard de la destination helvétique projetée de plus de la moitié de sa production* ».

Recommandation formulée de façon certes précautionneuse, mais qui confirme l'incohérence de l'argument du pétitionnaire : si plus de la moitié des matériaux extraits sont destinés<sup>1</sup> à la Suisse, c'est donc que, pour sa majeure partie, ils ne sont pas destinés à satisfaire aux « besoins locaux » invoqués.

## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

En vain le pétitionnaire tente-t-il de balayer cette objection en répondant que son projet « vise essentiellement à alimenter un marché local pour la partie française, tout comme la partie suisse dont la frontière se trouve à seulement à moins de 2 km ». Mais, comme signalé ci-après, le pétitionnaire envisage de desservir des sites suisses situés non à 2 mais à plus de 20 km. Il n'hésite d'ailleurs pas à invoquer le fait que « le canton de Vaud en Suisse, tout comme le Chablais, fait face à un déficit de matériaux produits » (attestation cantonale suisse à l'appui<sup>2</sup>).

Il est donc incontestable que le pétitionnaire vise principalement à répondre à des besoins suisses. Ce qui surprend d'autant moins qu'il est – et c'est aussi fortement établi – filiale d'un groupe privé suisse (voir ci-après). Où se trouve dès lors « l'intérêt public » qui seul pourrait justifier un tel projet établi sur le sol français – en dépit des risques, servitudes et nuisances inhérents à une telle activité ?

On notera au passage que le dossier du pétitionnaire comporte, sur ce chapitre, des erreurs ou approximations peu acceptables. Ainsi, la Demande d'autorisation environnementale évoque « 6 carrières en activité » alimentant le marché du BTP, mais le tableau et la carte correspondants, n'en montrent que cinq ».

De même, alors que ces informations seraient essentielles pour estimer la pertinence du projet, le document cite, sans approfondir, une note administrative selon laquelle « la majeure partie des carrières du Chablais alimente un marché local et que seuls 5 % des matériaux, neufs, produits localement ont été exportés en Suisse en 2017 ». Des indications non actualisées ni vérifiées et sur lesquelles nous faisons toutes réserves.

La répartition annoncée par le pétitionnaire entre les matériaux destinés à la Haute-Savoie et ceux destinés à la Suisse ne repose d'ailleurs que sur des « estimations » – faites pour 2023, sans engagement pour l'avenir. « Il pourra également être envisagé, indique la demande, de livrer des matériaux dans d'autres localités suisses situées à plus de 20 km (Bouveret, Montreux, Vevey) ». Quand on sait que cette zone du canton de Vaud est en fort déficit de matériaux de carrière (du fait d'un durcissement des réglementations environnementales), on peut prévoir qu'une importante demande s'exercera en direction du pétitionnaire.

A défaut d'engagement précis sur ce point, il est donc impossible de prévoir les pourcentages de la production de la Chenilla qui seraient effectivement exportés en Suisse dans cinq, dix, vingt, trente ans. Est-ce admissible ?

---

<sup>2</sup> Délibérations du Conseil d'Etat du canton de Vaud, mai 1922 : il y est indiqué que, pour des besoins annuels de 2 millions de m3 de granulats, le canton en importe actuellement le quart (500.000 m3) "de la France voisine".



**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -*****...et un exploitant contrôlé par un groupe suisse***

Cette incertitude est d'autant plus grave que si le pétitionnaire déclaré est la société CHB, sise à Saint-Gingolph, cette société, selon ses propres documents, est composée de plusieurs entités et personnes morales et physiques<sup>3</sup> et est contrôlée par Sagrave SA.

Sagrave SA a pour activités : l'exploitation des sables et graviers du Léman, tout-venant, dragages, travaux portuaires, décharge.

Ce groupe suisse établi à Lausanne<sup>4</sup>, contrôle en France (Chablais) :

- la S.A. Sagradranse – laquelle exploite la carrière des Etalins à Meillerie et les Carrières chablaisiennes au Lyaud (200.000 tonnes d'extractions annuelles), et a des sites à Amphion et Vongy –,
- la S.A. Chablais Béton (site à Vongy-Margencel)
- la société CHB<sup>5</sup> à Saint-Gingolph.

Rappelons que la Sagradranse a obtenu par arrêté préfectoral du 22 janvier 2022 le renouvellement pour 20 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière des Etalins, essentiellement dans l'optique d'assurer « l'approvisionnement de proximité des matériaux sur le territoire du Chablais ». La production moyenne autorisées étant pour les vingt années à venir de 200.000 t / an (avec un maximum de : 400.000 t / an).

Le tonnage des matériaux extraits aux Etalins sur la période antérieure 2000 à 2020 avait été en moyenne de 225.296 t., avec six années inférieures à 200.000 t. Le volume réellement extrait sur 2000-2020 a donc été nettement inférieure à l'autorisation initiale (250.000 t/an en moyenne).

Ce qui relativise sensiblement le discours constant sur la forte croissance des besoins et l'insuffisance des productions. Et confirme que les prévisions d'exploitation des carrières intègrent, outre les besoins locaux, de forts contingents destinés à l'exportation.

---

<sup>3</sup> la société CHAVAZ PERE ET FILS représentante en qualité de Présidente de la société CHB, le groupe SAGRAVE dont la société SAGRADRANSE fait partie, Monsieur BOCHATON Frederic

<sup>4</sup> Le Groupe dispose en Suisse de divers dépôts de matériaux à Lausanne, Vevey ; Bière, Villeneuve et au Bouveret

<sup>5</sup> créée en 1985 par Camille et Henri BOCHATON pour exploiter la carrière de la Chenilla. En 2008, la SARL CHAVAZ PERE & FILS entre au capital de la société CHB. En 2013, cette dernière fait entrer au capital la société SAGRAVE HOLDING SA. La S.A.S. Chavaz Père et Fils, sise à Etremblières, est spécialisée dans l'exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin. Son président est la société suisse GCD HOLDING SA sise à Veyrier (canton de Genève), holding de participations financières de la famille Chavaz



## II – Une carrière “cache” l’autre : une autorisation trompeuse

Sachant qu’il y a communauté d’intérêts entre les exploitants des deux carrières « Etalins à Meillerie, renouvelée pour 20 ans en 2022, et Chenilla à Saint-Gingolph, dont on demande en 2023 la réouverture pour 30 ans », il est manifeste que la conjonction des deux carrières voisines (à Meillerie et Saint-Gingolph), excessive au regard des besoins du Chablais<sup>6</sup>, ne se “justifierait” que par des perspectives de fortes exportations vers la Suisse.

### *Le renouvellement des Etalins devait “éviter” la réouverture de la Chenilla*

Il est bon à ce stade de rappeler que, pour donner un avis favorable au renouvellement de l’autorisation d’exploiter la carrière des Etalins, le commissaire enquêteur avait, en novembre 2021, écrit dans ses conclusions motivées : “Cette carrière est la seule qui dessert des centrales à enrobés du Chablais et l’une des 6 principales carrières en activité de ce territoire qui alimentent le marché local de la construction et des infrastructures. Parmi les aspects positifs (de la poursuite de l’exploitation des Etalins), il retenait que : « la poursuite de l’exploitation permettra d’éviter la recherche, indispensable au regard des objectifs du schéma départemental des carrières visant à préconiser l’usage de ce matériau au détriment des gisements alluvionnaires, d’un nouveau site potentiel sur ce territoire déjà déficitaire en matériaux nécessaires à la construction ou en granulats destinés aux infrastructures routières, avec toutes ses conséquences environnementales négatives et inévitables qui sont aujourd’hui très mal acceptées par la population ».

Cette appréciation était sans doute confortée par l’un des (rares) avis favorables à l’autorisation de poursuite de l’exploitation des Etalins, avis (C2/@1) selon lequel « la poursuite de l’exploitation d’une installation existante située à proximité des bassins de consommation, permettra d’éviter l’exploitation d’un nouveau site plus éloigné qui générera de nouveaux et plus importants impacts sur l’environnement ». Précisons-le : cet avis émanait de la SARL Chavaz Père & Fils...

C’est ainsi que le rapport du commissaire-enquêteur a pu laisser espérer aux habitants de Meillerie, et plus largement au public circulant sur le littoral entre Evian et Saint-Gingolph, que la poursuite de l’exploitation des Etalins les préserverait de toute autre création ou réouverture dans le même secteur. On voit qu’il n’en est rien. Comment n’auraient-ils pas aujourd’hui l’impression d’avoir été dupés ?

### *Etalins et Chenilla : des impacts cumulés*

S’il ne pouvait pas, le 5 novembre 2021 (date de son rapport) anticiper la demande d’exploitation de la Chenilla qui serait déposée le 22 mars 2022, deux mois après l’autorisation préfectorale des Etalins (22 janvier 2022), le commissaire-enquêteur n’ignorait pourtant pas que la remise en exploitation de la Chenilla était déjà envisagée. Il écrit en effet, à propos de

---

<sup>6</sup> Compte tenu de surcroît de la production de la carrière du Lyaud, du même groupe

**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

l'étude d'impact (des Etalins) : « Les éventuels effets cumulés avec des projets connus ont été analysés. Il en ressort qu'il n'existe qu'un seul autre projet d'exploitation de carrière à Saint-Gingolph distante de 7 km, dont les effets, considérés comme positifs, seraient susceptibles de se cumuler avec ceux du présent projet » (p. 11 du rapport d'enquête). Le rapport n'évoque d'ailleurs, au titre des mesures préventives des nuisances, que les anciennes falaises de la Balme (p.12).

L'étude d'impact n°2015145 du bureau Karum sur la poursuite de l'exploitation des Etalins comporte d'ailleurs (p. 123-124) les indications suivantes,

**« 3.6 - EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS D'AMENAGEMENT CONNUS**

Afin de connaître les éventuels liens avec d'autres projets existants ou approuvés, les avis rendus par l'autorité environnementale (publiés depuis 2016) ainsi que le site de consultation des projets soumis à étude d'impact ont été consultés sur les communes de Saint-Gingolph, Meillerie, Thollon-les-Mémises et Bernex. Cette recherche a permis de mettre en évidence les projets suivants :

(...) « Une demande d'autorisation d'exploitation d'une carrière sur Saint-Gingolph est en cours portée en partie par la SAGRADRANSE. Aucun avis de l'autorité environnementale n'a encore été émis. A ce stade d'avancement du projet, on peut envisager un impact cumulé des 2 projets positif sur le bilan carbone (transport lacustre) si ces 2 carrières sont autorisées sur le Chablais (par rapport à l'importation de matériaux depuis une zone extérieure au Chablais) ».

Dès 2021, il était donc à prévoir un impact – et en réalité des impacts cumulés des deux carrières si proches.

Rétroactivement, les personnes ayant formulé lors de l'E.P. de 2021 des réserves et des oppositions à la demande de la Sagradranse, ne peuvent que déplorer que l'arrêté préfectoral l'autorisant ait été rendu sur de telles bases. Force est de constater que le public n'a pas été correctement et pleinement informé des conséquences de l'éventuelle coexistence des deux carrières.

**Pour tous les motifs développés ci-dessus, l'autorisation faisant l'objet de la présente enquête publique ne peut qu'être refusée en l'état, et nous demandons que soit émis sur ce dossier un avis défavorable.**

Pour l'ADHEPE  
Agnès DEROUILLHE  
Présidente de l'association



**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

**Vue de la carrière La Cheniaz à Brêt sur la commune de Saint-Gingolph**

**Vue google du 12/06/2021**





## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

## LE PRÉFET

Affaire suivie par: J.Y. Moracchini  
04 50 81 15 79  
sous-prefecture-de-  
thonon@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le - 4 JUL. 2011

Madame,

Par lettre en date du 6 juin courant, vous m'avez fait part de vos inquiétudes concernant l'exploitation et la possibilité d'extension de la carrière de Meillerie.

Je vous informe qu'à ce jour aucun dossier n'a été officiellement déposé par l'exploitant de cet ouvrage.

Néanmoins, plusieurs hypothèses sont effectivement étudiées dans le cadre de la sécurisation de la RD 1005, laquelle est sujette à un risque potentiel d'écroulement de la falaise qui la surplombe.

La sécurité des nombreux usagers qui empruntent quotidiennement cet axe est une priorité absolue.

Il n'en demeure pas moins que si la solution d'une extension de la carrière est retenue, afin de purger l'éperon rocheux qui menace la route, l'instruction de ce dossier par les services compétents ne négligera aucun aspect inhérent au site, et s'effectuera dans le strict respect des textes en vigueur.

Telles sont les informations que je suis actuellement en mesure de vous apporter.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe DERUMIGNY

Mme Agnès DEROUDILHE-THOMAS  
Présidente de l'ADHEPE  
75 rue Nationale  
74500 MEILLERIE

- Copie pour information à M. le Président du conseil général de Haute-Savoie

rue du 30<sup>ème</sup> régiment d'infanterie - BP 2332 - 74 034 Annecy cedex  
téléphone : 04 50 33 60 00 fax : 04 50 52 90 05  
[www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

**19-02-2021 Vue depuis une terrasse côté montagne au niveau du 30, rue Nationale Meillerie**



**ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -**

**24/03/2023 vue depuis la Route D 1005 au niveau du 19, rue Nationale Meillerie**





## ENQUETE PUBLIQUE - CARRIERE de SAINT-GINGOLPH – 2023 -

10/2023 Photo Sortie Est de Meillerie à proximité des habitations



FIN DU DOCUMENT 20 pages